

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTE

N° 111 - 20 septembre 1982

PRIX : 2 F

## MASSACRE A BEYROUTH UN CRIME CONTRE TOUS LES PEUPLES DE LA REGION, CEUX D'ISRAEL COMPRIS



SOMMAIRE AU VERSO

DANS CE NUMERO : Sékou Touré en France... Tchad ... Madagascar...etc ...

# éditorial

## sommaire

### MASSACRE A BEYROUTH

Page 4

Sékou Touré : le retour au bercail de l'impérialisme français.

Page 5

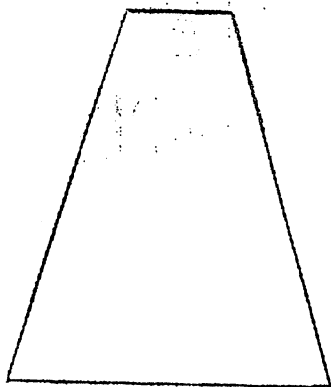
Tchad : Kamougué chassé par une coalition entre FAT et FAN

Page 6

Madagascar : aggravation de la pénurie

Page 8

Assemblée du FMI : comment faire payer les pauvres



### ABONNEMENT

FRANCE : 1 an

-pli ouvert : 24 F

-pli fermé : 48 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier

"pour le PAT"

BP 145

75 023 Paris Cédex

### MASSACRE A BEYROUTH

UN CRIME CONTRE TOUS LES PEUPLES DE LA REGION  
CEUX D'ISRAEL COMPRIS .

Entre mille et deux mille palestiniens assassinés, enfants, femmes, hommes désarmés. Voilà le résultat du massacre perpétré dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila de Beyrouth-Ouest. On ne saura jamais avec exactitude qui ont été les ignobles crapules qui se sont adonnées à cette tuerie collective : phalangistes d'extrême-droite ou les mercenaires du fantoche pro-israélien Haddad. Mais ce massacre a manifestement eu lieu sous la protection de l'armée israélienne, s'il n'a été directement commandité par elle, pour que ses hommes de main puissent venir à bout de plusieurs centaines de palestiniens sans défense.

Ce qui s'est passé dans les camps palestiniens de Beyrouth-Ouest vient d'apporter la tragique illustration que les opprimés qui ont osé se révolter et se battre ne peuvent espérer aucune pitié du camp d'en face. Et que leur seule défense c'est de garder leurs armes et de rester organisés eux-mêmes, sinon la devise des oppresseurs et des hommes de mains est de massacrer sans pitié jusqu'aux enfants.

L'objectif de l'armée israélienne au cours de la guerre totale à laquelle elle se livre depuis trois mois était en particulier de briser les organisations armées des palestiniens, d'obtenir le départ de ce qu'il en restait. Et donc, à peine le compromis signé par les combattants palestiniens, la machine meurtrière qui avait déjà tué des dizaines de milliers d'hommes et d'enfants palestiniens ou libanais sous les coups de l'armée hautement équipée d'Israël, s'est remise en marche. Mais cette fois-ci pour tuer de sang-froid, manifestement pour semer la terreur et la panique dans la population tant palestinienne que libanaise, pour leur enlever jusqu'à l'envie de se battre.

Eh bien oui, c'est un crime qui a été perpétré là. Un crime dont les dirigeants israéliens portent la responsabilité directe. Cette responsabilité, elle est aussi portée par les puissances impérialistes, les Etats-Unis en tête. On celles-là n'ont peut-être pas commandité le massacre, mais elles ont soutenu les classes dirigeantes israéliennes lorsqu'elles ont créé les conditions de ce massacre. Mais aussi, et bien plus généralement parce que les puissances impérialistes pour qui le Moyen-Orient est une région économiquement et stratégiquement vitale, se servent depuis des décennies de l'Etat d'Israël comme gendarme dans la région. Elles jouent sur les nationalismes pour dresser les peuples les uns contre les autres.

Oui, ce qui s'est passé dans les camps de Sabra et Chatila est un crime ignoble contre le peuple palestinien. Mais il l'est en fin de compte également contre le peuple israélien aussi -voire contre les juifs du monde entier qui n'ont pas fini d'être pris comme des boucs émissaires de la politique de Begin et compagnie.

... / ...

Les classes dirigeantes d'Israël ont porté au cours des trois derniers mois à une plus grande échelle leur politique de conquête de territoires et d'asservissement des peuples voisins. Ils y auront gagné peut-être pour eux-mêmes de nouveaux marchés, de nouvelles populations à exploiter et à opprimer. Mais plus grands sont les territoires qu'ils contrôlent et plus ils accumulent de haine contre eux. Et à en juger par le succès de la grève générale en Cisjordanie occupée, même le massacre des camps de Sabra et Chatila a semé autant de haine et de détermination pour combattre l'occupation qu'il n'a semé de terreur pour la faire accepter.

Pour faire face à tous ces peuples opprimés, les classes dirigeantes israéliennes sont amenées obligatoirement à transformer leur propre peuple en gardiens de prison ou en bourreaux.

Au Moyen-Orient, comme tant de fois dans le passé ailleurs dans le monde, la classe dirigeante d'un Etat impérialiste aura réussi à dresser au nom du nationalisme, ses exploités contre les exploités du pays voisin. Ce faisant d'ailleurs elle alimente aussi le nationalisme, dans les pays arabes d'en face, qui pousse les exploités de ces pays derrière leurs oppresseurs. Et les conflits, les guerres et la barbarie qui en résultent, ce sont les peuples, les petites gens, les exploités qui en paient le prix.

Alors au Moyen-Orient comme ailleurs, les classes dirigeantes mènent la société vers la débacle et la barbarie. Renverser le pouvoir des classes dirigeantes par l'entente internationale de tous les exploités est une question de vie ou de mort dans le vrai sens du terme.

# Sékou Touré : le retour au bercail

DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Pour la première fois depuis l'indépendance de la Guinée, Sékou Touré, chef de l'Etat, vient de faire une visite en France.

Ainsi, après le "non" historique de septembre 1958 à De Gaulle qui demandait, par voie de référendum, l'entrée de la Guinée dans la Communauté franco-africaine, Sékou vient de consacrer la reprise des relations avec la France, chose qui avait d'ailleurs été amorcée avec la visite officielle de Giscard en Guinée.

Finies les attaques verbales purement démagogiques envers l'impérialisme. Il est venu comme tant d'autres valets africains, devant les représentants de l'impérialisme pour demander de l'aide ; lors de sa rencontre avec le patronat français, Sékou a prié les bourgeois de bien vouloir investir plus en Guinée dans la bauxite, le fer ou le phosphate ; lui, Sékou, se contenterait juste des miettes de cette exploitation.

On se souvient pendant combien de temps De Gaulle témoignait une hostilité complète à Sékou Touré, simplement parce que celui-ci avait osé dire non, et manifesté ce minimum de dignité dont les Houphouët et autres Senghor étaient incapables. A l'époque, les dirigeants de la France impérialiste dénonçaient la dictature, le totalitarisme de Sékou.

Eh bien la Guinée est toujours une dictature et Sékou un dictateur. Mais maintenant qu'il est plus accommodant à l'égard de l'impérialisme français, il est devenu d'un seul coup tout à fait acceptable. La dictature est non seulement tolérée, mais protégée par l'impérialisme, du moment qu'elle va dans le sens de ses intérêts.

Et comme par le passé, les opposants politiques sont systématiquement éliminés ; cette répression sanglante frappe également les politiciens de son propre parti unique, (Parti Démocratique de Guinée) que Sékou trouve dangereux ; dans l'armée les purges se succèdent avec élimination physique etc... Des milliers de guinéens fuient la répression pour se réfugier à l'étranger.

Le chemin de Sékou Touré, du syndicalisme au non à De Gaulle, puis à la dictature et la réconciliation avec l'impérialisme français, illustre que le nationalisme, même radical, n'est certainement pas un label de garantie, du point de vue des exploités.

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*  
          \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*  
                  \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*  
                                  \*\*\*

## TCHAD : Kamougué chassé par une coalition entre FAT et FAN

Le 4 septembre dernier, Moundou, la capitale du Sud du Tchad, est tombé entre les mains des FAT (Forces Armées du Tchad), après la chute des autres villes du Sud telles que Bongor, Sarh et Doba.

A l'origine de ce changement politique se trouvent l'incurie et la politique désastreuse du "colon" comme on appelle Kamougué dans le Sud et de son "Comité Permanent" (le gouvernement du Sud). En effet Kamougué et ses acolytes se sont considérablement enrichis en profitant de la situation créée par la guerre : les impôts ont été régulièrement perçus, les taxes de tout genre ont été versées de gré ou de force notamment par des sociétés et entreprises étrangères au Comité Permanent, et non plus à l'Etat tchadien comme cela était le cas avant la guerre. Des "aides" extérieures ont été reçues au nom des difficultés dues à la guerre. Les voyageurs et les commerçants ont été rançonnés au moyen de multiples barrières de contrôle installées entre les villes du Sud. A Maro par exemple, ville située près de la frontière centrafricaine, il existait à l'entrée et à la sortie trois sortes de contrôles effectués par les miliciens, les gendarmes et les douaniers. A chaque fois, chaque voyageur devait payer au moins 500 F CFA.

Des sommes énormes ont été ainsi amassées pour le profit exclusif des bandes armées plus ou moins officielles qui les percevaient. Il n'y a pas de médicaments dans les hôpitaux. Les routes défoncées attendent toujours la réparation. Les ampoules grillées des lampadaires ne sont pas remplacées et Moundou par exemple, est plongé dans une demi-obscurité, à l'exception de la zone industrielle où se trouvait la villa de Kamougué. Les fonctionnaires et les soldats n'ont touché que deux ou trois mois de salaires (salaires payés par l'ancien gouvernement de Goukouni) pendant ces quatre années de guerre ! Beaucoup d'entre eux reprennent la houe pour ne pas mourir de faim. Et d'une manière générale, ce sont les femmes qui assurent la subsistance de leurs familles grâce au petit commerce. Dans le même temps les prix des marchandises ne cessent d'augmenter. Pour la plupart des populations c'est la famine.

C'est cette situation catastrophique, rendue insupportable par la dictature, qui a fait tomber Kamougué comme un fruit pourri. En juin dernier quand les officiers supérieurs ont déclenché une guerre pour le renverser, il avait encore suffisamment de partisans pour le défendre. Ce mois-ci, il s'est retrouvé seul : les soldats affamés ont refusé de se battre. Et les FAT, appuyées par les FAN (Forces Armées du Nord), ont conquis le Sud presque sans combat. Le colon a pris la fuite. Son Comité Permanent -ou "Commerçants Permanents" comme le disent ses adversaires- n'existe plus.

Aujourd'hui Hissène Habré a des chances de consolider son pouvoir dictatorial, étant donné que les nouveaux maîtres du Sud lui sont favorables. La formation d'un gouvernement de coalition entre FAN et FAT est possible, d'autant plus que les uns et les autres affichent leur volonté de s'entendre.

Mais les événements des dernières années ont montré que la simple existence de deux appareils militaires concurrents est susceptible de relancer à tout moment la guerre. Pour accéder à un pouvoir absolu, Habré a en tous les cas besoin, ou d'intégrer les FAT dans son armée, ou dans une armée unique. Il n'est pas douteux qu'il s'y emploie, même s'il accepte -tant qu'il ne peut pas faire autrement- un partage de fait du pouvoir et du pays.

## MADAGASCAR : aggravation de la pénurie

La population malgache traverse en ce moment une période très difficile, peut-être la plus dure qu'elle n'ait connue depuis l'indépendance. La situation est catastrophique pour les petites gens des villes comme celles des campagnes. Trouver de la nourriture est devenu le souci quotidien de la grande majorité de la population.

Les denrées alimentaires les plus ordinaires sont devenues si rares que les prix sont devenus inabordables pour les gens modestes. Le marché noir a envahi tout le circuit commercial. Le riz, la farine, l'huile, le sucre et même la boîte d'allumettes sont rationnés. Ces denrées-là ne sont officiellement vendues que dans les magasins contrôlés par le "fokontany" (élus locaux). Chaque famille doit posséder un carnet de rationnement où doit être mentionnée la quantité de denrées maximale autorisée. Par exemple, la ration de riz est fixée en ce moment à 110 grammes par personne pour deux jours.

La quantité fixée par le rationnement est donc insignifiante par rapport aux besoins d'une famille. Si bien que les gens sont contraints d'acheter la plus grande partie de leurs besoins au marché noir où le kilo de riz peut atteindre le double ou le triple de son prix officiel qui est de 140 F MG. Les familles qui n'ont pas d'argent ne peuvent même pas le payer alors on se rabat sur le maïs ou le manioc, qui sont des aliments de "soudure". Quant à la viande, en manger est un privilège.

Les prix des marchandises changent presque de jour en jour suivant qu'il y a un "arrivage" ou pas. Une barre de savon le plus ordinaire peut coûter de 1 500 à 2 000 FMG (40 FF). Un paquet de gauloises peut coûter aujourd'hui 400 FMG et demain 600 FMG. Certaines personnes profitent de cette variation brusque des prix pour se faire un peu d'argent. Ainsi, on voit des jeunes enfants faire la queue devant un magasin où il y a un arrivage de marchandises pour acheter quelques paquets de cigarettes ou des morceaux de savon pour les revendre tout de suite après, au détail sur le trottoir. Quand on sait que le SMIG est fixé à 15 000 FMG (300 FF), -encore faut-il avoir un travail et le toucher- on comprend bien que fumer des cigarettes, manger de la viande ou se laver avec du savon de toilette est devenu un "luxe".

Cette situation de pénurie s'est aggravée depuis le dernier cyclone qui a ravagé une grande partie des récoltes de cette année. Les maladies liées à la malnutrition et au manque d'hygiène font des dégâts dans la frange de la population la plus démunie. Dans la Côte-Est, la gale, la maladie des yeux comme les maladies vénériennes atteignent une proportion alarmante, notamment chez les jeunes. Dans les hôpitaux, il n'y a plus de médicaments. Les médecins délivrent des ordonnances mais c'est aux malades de se débrouiller pour trouver les médicaments. Dans les pharmacies, il n'y a que quelques échantillons de médicaments. Le restant est vendu au marché noir à un prix doublé ou triplé. Pour les gens pauvres il n'y a qu'une seule solution : se contenter de résister aux maladies avec des moyens dérisoires.

Mais la situation est loin d'être catastrophique pour tout le monde. Bien au contraire. Pour les gros commerçants, grossistes, demi-grossistes et détaillants, c'est une période de grande fortune. Ils amassent de l'argent à une vitesse plus rapide que pendant la situation "normale". On voit ces gens-là se promener dans des voitures de luxe au milieu de la misère. Les télévisions couleur, les vidéo-cassettes se

vendent comme des petits pains dans certains milieux. Les voyages d'affaires à l'île de la Réunion ou à l'île Maurice sont devenus très fréquents.

La pénurie et le marché noir vont de pair avec la corruption. Les fonctionnaires sont de mèche avec les commerçants. Les "contrôleurs de prix" qui sont sensés surveiller et poursuivre en justice ceux qui pratiquent des hausses abusives des prix font des "arrangements" pour se remplir les poches.

L'Etat malgache est au bord de la banqueroute. Les caisses sont vides. Il n'y a plus de devises pour importer les marchandises. Les bailleurs de fonds internationaux ne prêtent qu'au compte-gouttes et imposent des conditions draconiennes.

Faute d'argent dans les caisses de l'Etat, les routes sont en très mauvais état. Le transport en souffre. Ainsi pour faire les 190 Km "bitumés" entre Mananjary et Fianarantsoa il faut 10 heures de route. Les pièces détachées pour les voitures et camions manquent. Il y a pénurie d'essence. Conséquence, les prix du transport sont élevés. Les paysans n'ont même pas la possibilité de transporter leurs marchandises quand ils en ont. Ce qui accentue d'autant plus la pénurie dans les villes.

C'est dans cette situation de misère que vont se dérouler les élections présidentielles prévues pour le 7 novembre 1982. Jusqu'à présent il n'y a que Monja Jaona, président du MONIMA qui s'est présenté comme le concurrent de Ratsiraka. Les autres partis politiques membres de l'AREMA (le "front" des partis ralliés à Ratsiraka) ont semblé t-il décidé de soutenir Ratsiraka.

Les élections vont-elles avoir lieu à la date prévue ? C'est encore une inconnue. A la suite des troubles sociaux de ces derniers temps, elles ont déjà été reculées une fois. Elles pourraient de nouveau l'être si Ratsiraka le décide et si surtout la population excédée par cette situation de pénurie, de marché noir et de corruption, manifeste son mécontentement par des explosions de colère.

La situation est explosive ; les dirigeants du régime le savent très bien ; mais quand elle explosera il leur sera difficile d'y faire obstacle.

# Assemblée du FMI :

## Comment faire payer les pauvres

Au début de septembre, le FMI (Fond Monétaire International) et la Banque Mondiale ont tenu une assemblée générale à Toronto au Canada. Cette réunion des principales puissances capitalistes a été dominée par l'ombre de la crise qui secoue le monde capitaliste.

L'endettement croissant des pays pauvres était au centre des débats. Ce problème préoccupait d'autant plus les représentants des banques, de la haute finance et des puissances impérialistes, que les pays pauvres demandent une aide plus importante du Fond Monétaire International. Ces pays demanderaient même l'annulation pure et simple de certaines dettes.

Assane Seck, ministre sénégalais des finances, parlant au nom de 49 pays d'Afrique, en avait donné le ton : "l'écart entre les niveaux de vie et les résultats économiques qui sépare l'Afrique des autres régions du monde s'est encore creusé... Les pays africains pressent la communauté mondiale de les aider à sortir d'une situation intolérable en augmentant substantiellement l'aide internationale..."

Le ministre a une façon bien à lui pour dire que les valets africains ont le couteau sur la gorge, à cause des conditions catastrophiques que connaissent tous nos pays, du fait de la crise et de ses conséquences sur les relations internationales. Selon les chiffres les plus optimistes, le total des dettes des pays pauvres serait entre 600 et 1 000 milliards de dollars. Les pays d'Afrique tiennent une part non négligeable de ces dettes.

Comment en serait-il autrement ? Il fut un temps où les pays capitalistes développés regorgeaient de capitaux. C'était avant la crise. Les banquiers disposaient de tellement d'argent que leur problème était surtout de le placer pour avoir des bénéfiques. Alors, ils se sont tournés vers les pays sous-développés, prêtant, investissant dans les domaines les plus rentables pour leurs capitaux.

Seulement à force de prêter, d'investir, il arrive un moment où même les pays emprunteurs ne peuvent plus emprunter, car ils ne peuvent plus payer leurs dettes. Ainsi nos pays se retrouvent avec des dettes faramineuses. La Côte d'Ivoire aurait plus de 1 000 milliards de F CFA de dettes, suivie de près par le Sénégal.

Chaque année, c'est donc des sommes énormes que nos pays versent aux banquiers internationaux, uniquement au titre des intérêts des dettes. Toute l'économie des pays sous-développés finit par être tournée vers la production de richesses permettant de rembourser non pas les dettes, qui sont trop lourdes mais de payer simplement les intérêts liés à ces dettes.

Seulement la crise aidant, le cours mondial des matières premières que produisent les pays pauvres baisse d'année en année, alors que le prix des produits industriels qu'ils importent ne cesse d'augmenter. Les pays africains par exemple sont donc obligés d'emprunter de plus en plus à des banques privées,



à des taux élevés, non seulement pour payer leurs achats à l'extérieur, mais aussi pour payer les intérêts de leurs dettes. On assiste ainsi à cette situation révoltante que malgré la crise, les pays les plus pauvres doivent chaque année, remplir la poche des banquiers, uniquement parce qu'ils sont irrémédiablement endettés. La situation est telle que la plupart de nos pays sont virtuellement en état de faillite.

Rien d'étonnant donc si le résultat de cette assemblée du FMI a surtout été de savoir comment les banquiers pourront continuer à encaisser les intérêts de leurs prêts, et ne pas perdre l'argent prêté, malgré la pauvreté et le gros endettement des pays emprunteurs. C'est d'ailleurs à ce titre que le FMI est intervenu au Zaïre, au Sénégal et en Côte d'Ivoire pour imposer une politique d'austérité, pour pressurer un peu plus les populations pauvres pour le grand bien des dignitaires des régimes et des grands monopoles capitalistes.

Alors, devant cet endettement et la quantité de profits qu'on draine par le biais des dettes vers les pays riches, on se rend compte à quel point le système capitaliste a enfermé la plupart des pays dans son filet. Même des Etats politiquement indépendants de l'impérialisme sont enfermés dans les mailles du filet. Ainsi, des pays comme la Pologne, le Mexique et même la Corée s du Nord, doivent eux aussi verser leur obole sur l'autel des banquiers.

Oui, cela montre l'inutilité des idées de nos nationalistes qui promettent aux populations un avenir plus ou moins rose dans le cadre de nos Etats actuels, si eux arrivaient au pouvoir. Car quel que soit le régime, tant que ce système impérialiste international restera en place, il n'y aura pas d'autre avenir pour les pays sous-développés que dans le meilleur des cas - un aménagement plus ou moins digne de leur exploitation.

Et le système financier étant ce qu'il est, il n'est même pas nécessaire pour les banquiers de posséder le moindre mètre carré de territoire, la moindre usine dans un pays, pour drainer des plus-values, pour amasser des milliards dont ils ne savent pas quoi faire, sur le dos des populations pauvres de nos pays.

Alors, il n'y a pas de havre de paix à l'intérieur de ce système odieux. Pour les exploités, pour toutes les victimes de ce système inhumain, il n'existe qu'une seule perspective qui vaille la peine qu'on s'y attèle : c'est la lutte pour renverser l'ordre impérialiste, non seulement à l'échelle d'une nation, ou même d'un continent, mais à l'échelle du monde entier. C'est la seule voie.

## ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.